

198749-2026 - Licitación

Francia – Servicios de reparación y mantenimiento de materiales de seguridad y defensa – Accord cadre de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France

OJ S 57/2026 23/03/2026

Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Servicios

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: BANQUE DE FRANCE

Correo electrónico: yenvan.angelique@banque-france.fr

Naturaleza jurídica del comprador: Organismo de Derecho público

Actividad del poder adjudicador: Asuntos económicos

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: Accord cadre de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France

Descripción: Mise en place d'un accord-cadre composite relatif à des prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France Le dispositif VIFID (vidéosurveillance fiduciaire) a pour vocation l'enregistrement des images capturées sur des espaces spécifiques liés à l'activité fiduciaire. Ce dispositif est totalement indépendant du dispositif de vidéosurveillance de sécurité (ou sûreté) de chaque site. Les images de chaque caméra n'ont pas vocation à être exploitées en temps réel, mais seulement en temps différé (relecture des images enregistrées). Le dispositif doit donc garantir des images de qualité et de fluidité irréprochable en relecture des images enregistrées. La vidéosurveillance fiduciaire occupe une place prépondérante dans la philosophie de contrôle afin de s'assurer a posteriori de la conformité de toutes les opérations réalisées. D'une manière générale, les objectifs du dispositif peuvent être définis de la manière suivante : dissuader tout comportement inadéquat ou frauduleux (prévention de la fraude interne) ; disposer des éléments nécessaires pour établir objectivement les faits en cas d'incident : suivre et documenter le déroulement des opérations dans le cadre d'un incident seulement (et uniquement) sur le respect des procédures ; conduire des investigations en cas de différences, afin d'exempter le personnel le cas échéant ; contrôler aléatoirement le respect des procédures afin de s'assurer que les nouveaux modes opératoires sont bien appliqués et de dispenser une démarche préventive et proactive pour protéger le personnel. Les installations sont équipées de systèmes de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone. D'autres systèmes pourront également être intégrés dans le périmètre du marché, soit en remplacement des dispositifs existants, soit en complément des installations en place. Par ailleurs, des actions d'amélioration et de modernisation sont prévues dans les prochaines années afin de garantir un haut niveau de performance, de sécurité et de fiabilité du dispositif L'accord-cadre comprend principalement des prestations à exécuter sur une base forfaitaire et des prestations complémentaires sur bons de commande. Les prestations, objet du présent accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard de la Banque de France, afin de lui assurer la

continuité de service, la fiabilité et la pérennité des installations et équipements à maintenir. L' accord-cadre est divisé en 2 lots. Les lots sont décrits ci-après.

Identificador del procedimiento: 59972fe0-1411-4903-903c-859c16dcdddf

Identificador interno: DAF 2026_ 000xxx

Tipo de procedimiento: Negociado con publicación previa de un anuncio de licitación / licitación con negociación

El procedimiento está acelerado: no

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 50600000 Servicios de reparación y mantenimiento de materiales de seguridad y defensa

2.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Información complementaria: Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France. Les candidats ne peuvent ni cumuler la qualité de candidat individuel et la qualité de membre d'un groupement, ni être mandataire de plusieurs groupements, ni être mandataire d'un groupement et cotraitant dans un autre groupement. De plus, un cotraitant ne peut pas se présenter en tant que membre de plusieurs groupements.

2.1.3. Valor

Valor estimado, IVA excluido: 2 200 000,00 EUR

2.1.4. Información general

Información complementaria: Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature via le profil acheteur de la Banque de France (rubrique questions/réponses). Les candidats sont invités à communiquer leurs questions au plus tard le 13/04/2026. Toute question posée après cette date ne sera pas prise en compte. Les réponses à toutes les questions posées sont systématiquement communiquées à l'ensemble des candidats identifiés sur la plateforme et ce, au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des plis. Les réponses peuvent être regroupées. Les candidats peuvent télécharger sur la plateforme de dématérialisation des achats de la Banque de France dans la rubrique « Pièces de marché » le dossier de consultation via le site : <https://achats-banquedefrance.safetender.com> Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme, les candidats ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par la plateforme des éventuelles modifications opérées dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions. En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant la plateforme, la hotline est joignable aux coordonnées suivantes : E-mail : support@safetender.com Tél : 08 25 00 13 26 (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00) Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des documents de la consultation. A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de la consultation.

Base jurídica:

Directiva 2014/24/UE

2.1.5. Condiciones de la contratación pública**Condiciones de presentación:**

Número máximo de lotes a los que un licitador puede presentar ofertas: 2

Condiciones del contrato:

Número máximo de lotes por los que se pueden adjudicar contratos a un solo licitador: 2

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Anuncio

Acuerdos con otros operadores económicos destinados a falsear la competencia:

Blanqueo de capitales o financiación del terrorismo:

Corrupción:

Participación en una organización delictiva:

Incumplimiento de obligaciones en materia de Derecho laboral:

Incumplimiento de obligaciones en materia de Derecho medioambiental:

Incumplimiento de obligaciones en materia de Derecho social:

Conflicto de intereses debido a su participación en el procedimiento de contratación:

5. Lote**5.1. Lote: LOT-0001**

Título: Prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites fiduciaires « modernisés »

Descripción: L'accord-cadre comporte principalement les prestations de base forfaitaires suivantes : - La maintenance Technique (préventive et corrective) des installations et équipements objets du marché : - La maintenance des solutions logicielles (corrective, adaptative et évolutive) avec 1 visite par an) des appliances, des postes informatiques et périphériques IP composant le réseau de Sûreté de la Direction de la Sécurité. - Le maintien en condition de sécurité (MCS) a pour objectif de maintenir à niveau les équipements en matière de cybersécurité. - Le suivi et la recherche d'optimisation des installations ; - La constitution des stocks de pièces détachées si nécessaire, et leur gestion, pour répondre aux Garanties de Temps d'intervention (GTI), aux Garanties de Temps de Rétablissement (GTR) et à la maintenance curative, - La mise à disposition par le TITULAIRE, s'il en possède une, de sa Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour le suivi des interventions et des rapports - La mise à disposition d'un outil de gestion informatique afin de permettre un accès sécurisé aux informations concernant l'intégralité du parc, au suivi les interventions, et aux rapports de visite, aux factures et aux dossiers de conformité. - Le suivi administratif des opérations de maintenance (compte rendu, rapports, réunions, suivi des sous-traitants, exploitation, tenue à jour de la documentation technique, réglementaire et administrative, établissement de devis, etc.). Les sites concernés par le lot 01 sont : Siège de la Banque de France à Paris (75), Centre Fiduciaire du Nord de France CEFINOF (Sainghin-en-Mélantois – 59) , Centre Fiduciaire de Paris la courneuve (93), Caen, Rennes, Orléans, Strasbourg, Dijon, Nantes. L'accord-cadre comporte également des prestations complémentaires sur émission de bon de commande, notamment : - Les prestations de maintenance complémentaires (mise en conformité, amélioration, extension, remplacement, rénovation d'installations) ; - Les travaux complémentaires d'amélioration suites aux maintenances - Toutes les opérations de travaux de transformation, de restructuration ou de modification affectant les installations de vidéosurveillance fiduciaire , réalisées dans le cadre d'un projet décidé par la Banque de

France - Les travaux de mise en sécurité en cas de risque immédiat pour la sécurité (un acte de malveillance, utilisation anormale des installations, catastrophe naturelle, etc.);

Identificador interno: Lot 01

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 50610000 Servicios de reparación y mantenimiento de equipos de seguridad

5.1.2. Lugar de ejecución

Localidad: paris

Código postal: 75001

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Información complementaria: Il est envisagé de retenir 5 opérateurs. Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences posées, est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité technique appréciée sur la base des documents visés et par application de la pondération suivante : Appréciation des références en lien avec l'objet du marché : 100 % Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalent. En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

5.1.3. Duración estimada

Duración: 51 Meses

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 2

5.1.5. Valor

Valor estimado, IVA excluido: 1 500 000,00 EUR

Valor máximo del acuerdo marco: 1 050 000,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Deben indicarse los nombres y las cualificaciones profesionales del personal encargado de ejecutar el contrato: Requisito en solicitud de participación

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Información complementaria: Pour l'appréciation économique et financière du candidat, les documents ou renseignements suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. • un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> • le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles, • Les bilans (liasses fiscales feuillet n°2050, 2051 et 2052) du candidat pour chacune des trois dernières années disponibles (uniquement pour le mandataire en cas de groupement), • attestation d'assurance couvrant les risques professionnels. • attestation « Russie » : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodecies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante :

<https://banque-france.achatpublic.com> Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. • un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Pour l'appréciation des références du candidat, les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. - Une liste des principaux marchés de services (10 maximum par candidat) réalisés par le candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché (Maintenance et Maintien en conditions de sécurité des installations de video surveillance fiduciaire, sur des sites bancaire avec une exploitation 24/24 – 7j/7j) et du lot notamment dans le cadre de prestations de maintenance des installations de video surveillance fiduciaire, indiquant les types prestations, le montant, la date et le destinataire public ou privé en lien avec l'objet du marché, Les candidats doivent présenter leur compétence dans la gestion des systèmes VMS de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone et autres. En cas de groupement, le groupement présente 10 références maximum incluant celles du mandataire et du/des co-traitant(s). Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalente. - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années. - Le candidat présente les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrats de même nature. - Présentation des certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat ;

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Anuncio

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Exigences minimales de Capacités économiques et financières: 1- Le chiffre d'affaires global le plus élevé sur les 3 derniers exercices disponibles ne doit pas être inférieur à 2 500 000 € Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement. ET 2- Le résultat net doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. 3- Le ratio capitaux propres / capital social doit être supérieur à 0,5 sur au moins 1 des 3 derniers exercices (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation). 4- Le résultat d'exploitation doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. Il est précisé qu'en cas de groupement, les ratios 2 à 4 devront être respectés par le seul mandataire du groupement. Pour les ratios 2 à 4, au moins 2 d'entre eux devront être respectés pour admettre la recevabilité de la candidature. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants entre eux : groupement, sous-traitance, filiale, maison mère ...), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Exigences minimales de Capacités Techniques: La détention des certificats de qualité et de qualification professionnelle suivants : - Les Certifications ISO 9001 (ou équivalent) ou certification ISO 14001 (ou équivalent) et la Certification ISO 27001 (ou équivalent) Et - les certifications NF Service et APSAD basé sur les référentiels NF 367-182 et APSAD R82 ou équivalent. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas ce niveau minimum de capacité technique requis seront éliminées.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Ponderación (porcentaje, exacto): 100,00

Información sobre la segunda fase de un procedimiento de dos fases:

Número mínimo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 5

Número máximo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 5

El procedimiento se desarrollará en fases sucesivas. En cada fase, pueden eliminarse algunos participantes

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Precio

Nombre: Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation.

Descripción: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

5.1.11. Pliegos de contratación

El acceso a determinados documentos de contratación está restringido

Justificación de la restricción del acceso a determinados pliegos de contratación: Protección de información particularmente sensible

Lenguas en las que los pliegos de contratación están disponibles oficialmente: francés

Lenguas en las que los pliegos de contratación (o parte de ellos) están disponibles de forma no oficial: francés

Plazo para solicitar información complementaria: 13/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

La información sobre los documentos restringidos está disponible en: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Son necesarios el sello o la firma electrónicos avanzados o cualificados [como se definen en el Reglamento (UE) nº 910/2014]

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 21/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No se sabe aún

Es necesario un acuerdo de confidencialidad: sí

Información adicional sobre el acuerdo de confidencialidad: un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature.

Facturación electrónica: Obligatoria

Se utilizarán pedidos electrónicos: no

Se utilizará el pago electrónico: no

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 1

Justificación de la duración del acuerdo marco: La durée maximum de l'accord-cadre de 51 mois se justifie par la période de prise en charge de 3 mois avant le début d'exécution des prestations de maintenance.

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización de mediación: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organización encargada de los procedimientos de recurso: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organización que proporciona información sobre el marco normativo general por lo que se refiere a la fiscalidad aplicable en el lugar en que deba ejecutarse el contrato: BANQUE DE FRANCE

Organización que proporciona información sobre el marco normativo general en materia de protección de los trabajadores y las condiciones de trabajo aplicable en el lugar en que deba ejecutarse el contrato: BANQUE DE FRANCE

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

5.1. Lote: LOT-0002

Título: Prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites fiduciaires « non modernisés »

Descripción: L'accord-cadre comporte principalement les prestations de base forfaitaires suivantes : - La maintenance Technique (préventive et corrective) des installations et équipements objets du marché : - La maintenance des solutions logicielles (corrective, adaptative et évolutive) avec 1 visite par an) des appliances, des postes informatiques et périphériques IP composant le réseau de Sûreté de la Direction de la Sécurité. - Le maintien en condition de sécurité (MCS) a pour objectif de maintenir à niveau les équipements en matière de cybersécurité. - Le suivi et la recherche d'optimisation des installations ; - La constitution des stocks de pièces détachées si nécessaire, et leur gestion, pour répondre aux Garanties de Temps d'intervention (GTI), aux Garanties de Temps de Rétablissement (GTR) et à la maintenance curative, - La mise à disposition par le TITULAIRE, s'il en possède une, de sa Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour le suivi des interventions et des rapports - La mise à disposition d'un outil de gestion informatique afin de permettre un accès sécurisé aux informations concernant l'intégralité du parc, au suivi les interventions, et aux rapports de visite, aux factures et aux dossiers de conformité. - Le suivi administratif des opérations de maintenance (compte rendu, rapports, réunions, suivi des sous-traitants, exploitation, tenue à jour de la documentation technique, réglementaire et administrative, établissement de devis, etc.). Les sites concernés par le lot 02 sont : Bordeaux, Toulouse,

Lyon, Marseille, Chamalieres, Ajaccio, Bastia. L'accord-cadre comporte également des prestations complémentaires sur émission de bon de commande, notamment : - Les prestations de maintenance complémentaires (mise en conformité, amélioration, extension, remplacement, rénovation d'installations) ; - Les travaux complémentaires d'amélioration suites aux maintenances - Toutes les opérations de travaux de transformation, de restructuration ou de modification affectant les installations de vidéosurveillance fiduciaire , réalisées dans le cadre d'un projet décidé par la Banque de France - Les travaux de mise en sécurité en cas de risque immédiat pour la sécurité (un acte de malveillance, utilisation anormale des installations, catastrophe naturelle, etc.);

Identificador interno: Lot 02

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 50610000 Servicios de reparación y mantenimiento de equipos de seguridad

5.1.2. Lugar de ejecución

Localidad: paris

Código postal: 75001

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Información complementaria: Il est envisagé de retenir 5 opérateurs. Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences posées, est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité technique appréciée sur la base des documents visés et par application de la pondération suivante : Appréciation des références en lien avec l'objet du marché : 100 % Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalent. En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

5.1.3. Duración estimada

Duración: 51 Meses

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 2

5.1.5. Valor

Valor estimado, IVA excluido: 500 000,00 EUR

Valor máximo del acuerdo marco: 1 050 000,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Deben indicarse los nombres y las cualificaciones profesionales del personal encargado de ejecutar el contrato: Requisito en solicitud de participación

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Información complementaria: Pour l'appréciation économique et financière du candidat, les documents ou renseignements suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. • un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> • le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des 3 derniers

exercices disponibles, • Les bilans (liasses fiscales feuillet n°2050, 2051 et 2052) du candidat pour chacune des trois dernières années disponibles (uniquement pour le mandataire en cas de groupement), • attestation d'assurance couvrant les risques professionnels. • attestation « Russie » : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodecies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://banque-france.achatpublic.com> Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. • un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Pour l'appréciation des références du candidat, les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. - Une liste des principaux marchés de services (10 maximum par candidat) réalisés par le candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché (Maintenance et Maintien en conditions de sécurité des installations de video surveillance fiduciaire, sur des sites bancaire avec une exploitation 24/24 – 7j/7j) et du lot notamment dans le cadre de prestations de maintenance des installations de video surveillance fiduciaire, indiquant les types prestations, le montant, la date et le destinataire public ou privé en lien avec l'objet du marché, Les candidats doivent présenter leur compétence dans la gestion des systèmes VMS de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone et autres. En cas de groupement, le groupement présente 10 références maximum incluant celles du mandataire et du/des co-traitant(s). Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalente. - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années. - Le candidat présente les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrats de même nature. - Présentation des certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat ;

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Anuncio

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Exigences minimales de Capacités économiques et financières: 1- Le chiffre d'affaires global le plus élevé sur les 3 derniers exercices disponibles ne doit pas être inférieur à 700 000 € Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement. ET 2- Le résultat net doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. 3- Le ratio capitaux propres / capital social doit être supérieur à 0,5 sur au moins 1 des 3 derniers exercices (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation). 4- Le résultat d'exploitation doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. Il est précisé qu'en cas de groupement, les ratios 2 à 4 devront être respectés par le seul mandataire du groupement. Pour les ratios 2 à 4, au moins 2 d'entre eux devront être respectés pour admettre la recevabilité de la candidature. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées. Si le candidat s'

appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants entre eux : groupement, sous-traitance, filiale, maison mère ...), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Exigences minimales de Capacités Techniques: La détention des certificats de qualité et de qualification professionnelle suivants : - Les Certifications ISO 9001 (ou équivalent) ou certification ISO 14001 (ou équivalent) et la Certification ISO 27001 (ou équivalent) Et - les certifications NF Service et APSAD basé sur les référentiels NF 367-182 et APSAD R82 ou équivalent. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas ce niveau minimum de capacité technique requis seront éliminées. Los criterios se utilizarán para seleccionar a los candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento

Ponderación (porcentaje, exacto): 100,00

Información sobre la segunda fase de un procedimiento de dos fases:

Número mínimo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 5

Número máximo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 5

El procedimiento se desarrollará en fases sucesivas. En cada fase, pueden eliminarse algunos participantes

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Precio

Nombre: Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation.

Descripción: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

5.1.11. Pliegos de contratación

El acceso a determinados documentos de contratación está restringido

Justificación de la restricción del acceso a determinados pliegos de contratación: Protección de información particularmente sensible

Lenguas en las que los pliegos de contratación están disponibles oficialmente: francés

Lenguas en las que los pliegos de contratación (o parte de ellos) están disponibles de forma no oficial: francés

Plazo para solicitar información complementaria: 13/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

La información sobre los documentos restringidos está disponible en: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Son necesarios el sello o la firma electrónicos avanzados o cualificados [como se definen en el Reglamento (UE) nº 910/2014]

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 21/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No se sabe aún

Es necesario un acuerdo de confidencialidad: sí

Información adicional sobre el acuerdo de confidencialidad: un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante

<https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature.

Facturación electrónica: Obligatoria

Se utilizarán pedidos electrónicos: no

Se utilizará el pago electrónico: no

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 1

Justificación de la duración del acuerdo marco: La durée maximum de l'accord-cadre de 51 mois se justifie par la période de prise en charge de 3 mois avant le début d'exécution des prestations de maintenance.

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización de mediación: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organización encargada de los procedimientos de recurso: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organización que proporciona información sobre el marco normativo general por lo que se refiere a la fiscalidad aplicable en el lugar en que deba ejecutarse el contrato: BANQUE DE FRANCE

Organización que proporciona información sobre el marco normativo general en materia de protección de los trabajadores y las condiciones de trabajo aplicable en el lugar en que deba ejecutarse el contrato: BANQUE DE FRANCE

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: BANQUE DE FRANCE

Número de registro: 57210489100013

Departamento: Direction des Achats

Dirección postal: 39 rue Croix des Petits champs

Localidad: PARIS CEDEX 01

Código postal: 75049

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Punto de contacto: Yen-Van ANGELIQUE

Correo electrónico: yenvan.angelique@banque-france.fr

Teléfono: 0142924297

Fax: 0142925397

Dirección de internet: www.banque-france.fr

Terminal de intercambio de información (URL): <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Funciones de esta organización:

Comprador

Organización que proporciona información sobre el marco normativo general por lo que se refiere a la fiscalidad aplicable en el lugar en que deba ejecutarse el contrato

Organización que proporciona información sobre el marco normativo general en materia de protección de los trabajadores y las condiciones de trabajo aplicable en el lugar en que deba ejecutarse el contrato

8.1. ORG-0002

Denominación oficial: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Número de registro: nc

Departamento: Organisation chargée des procédures de recours

Dirección postal: 7 rue de Jouy

Localidad: PARIS CEDEX 04

Código postal: 75181

Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)

País: Francia

Correo electrónico: greffe.ta-paris@juradm.fr

Teléfono: 0144594400

Fax: 0144594646

Dirección de internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Terminal de intercambio de información (URL): <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Funciones de esta organización:

Organización encargada de los procedimientos de recurso

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso

Organización de mediación

8.1. ORG-0000

Denominación oficial: Publications Office of the European Union

Número de registro: PUBL

Localidad: Luxembourg

Código postal: 2417

Subdivisión del país (NUTS): Luxembourg (LU000)

País: Luxemburgo

Correo electrónico: ted@publications.europa.eu

Teléfono: +352 29291

Dirección de internet: <https://op.europa.eu>

Funciones de esta organización:

TED eSender

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: 378a2b39-ddbe-4a76-98de-4b54b39b66af - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 16

Fecha de envío del anuncio: 20/03/2026 11:52:21 (UTC+00:00) Hora de Europa Occidental, GMT

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 198749-2026

Número de la edición del DO S: 57/2026

Fecha de publicación: 23/03/2026